

Yémen : un conflit à huis clos

Francis Frison-Roche • Chercheur au CNRS (Centre national de la recherche scientifique), Université Paris 2-CERSA, ancien directeur du projet « Aide à la transition démocratique au Yémen »

Dans l'ombre de la Syrie, le Yémen se débat depuis deux ans dans une guerre de plus en plus radicale et aux victimes croissantes alors que l'intérêt qu'elle suscite auprès de la communauté internationale et des médias est bien mince. François Frison-Roche nous aide à mieux saisir les ressorts et les origines de ce conflit afin de le sortir de l'oubli dans lequel il se déploie presque inexorablement.

Cela fait, à vrai dire, près de sept ans que le Yémen s'est enfoncé dans un conflit complexe qui révèle désormais toute sa brutalité. S'il reste largement incompréhensible, c'est qu'il englobe plusieurs guerres qui se déroulent simultanément.

Un conflit, plusieurs guerres

Il y a la guerre entre ceux que l'on appelle désormais « les rebelles houthis*¹ » du mouvement Ansar Allah* et la « coalition* » sunnite dirigée par l'Arabie saoudite. C'est de celle-ci dont on parle – un peu – car elle serait un nouveau champ d'affrontement entre deux puissances régionales – l'Arabie saoudite et l'Iran – qui cherchent à conserver ou à regagner une influence hégémonique au Moyen-Orient.

Mais il y a aussi la guerre entre l'actuel président Abd Rabbo Mansour Hadi*, longtemps réfugié à Riyad (Arabie saoudite), reconnu et soutenu par la communauté internationale, et les élites de l'ancien régime de l'autocrate Ali Abdallah Saleh*. Ces dernières sont notamment composées de certaines forces armées restées fidèles à Saleh, bien entraînées et solidement équipées, qui apportent un appui militaire essentiel aux houthis. Ces affrontements réunissent toutes les caractéristiques d'une guerre civile².

Il y a encore la guerre entre les « Sudistes » et les « Nordistes », antagonisme historique larvé qui date de la guerre d'unification du milieu des années 1990, qui se double de plus en plus d'une guerre entre sunnites-chaféites* et chiïtes-zaïdites*. Cette « confessionnalisation » du conflit, assez récente, ne doit être ni surestimée, ni sous-estimée et s'inscrit dans le contexte des luttes tribales ancestrales qui ont toujours été prégnantes dans la vie politique yéménite, elle-même imbriquée dans le jeu croisé des multiples réseaux d'alliances politiques et clientélistes créés au cours des trente dernières années.

¹ Pour ne pas alourdir les notes de bas de page, les « * » renvoient à différents encadrés placés à la fin de cette analyse.

² European Council on Foreign Relations, *Civil War in Yemen: Imminent and Avoidable*, Policy Memo, mars 2015, [www.ecfr.eu/page/-/ECFR_130_CIVIL_WAR_IN_YEMEN_\(final\).pdf](http://www.ecfr.eu/page/-/ECFR_130_CIVIL_WAR_IN_YEMEN_(final).pdf)

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Il y a enfin la guerre contre les groupes terroristes d'Al-Qaïda dans la Péninsule arabique (AQPA)³ et de Daech. Cette guerre est des plus troubles dans la mesure où des manipulations et des instrumentalisation concernant ces deux groupes peuvent être évoquées⁴. Si ces deux ennemis sont certes bien identifiés en Occident pour les actions qu'ils mènent sur différents territoires, on peut s'interroger sur leur stratégie et notamment avec qui ou contre qui ils combattent au Yémen⁵.

Mais depuis deux ans désormais, c'est bien la première des guerres que nous évoquions plus haut qui accable ce pays parmi les plus pauvres du monde. Il s'agit d'une « guerre silencieuse », du moins si on la compare à la couverture médiatique que suscite – avec raison – celle en Syrie.

Pourtant, les chiffres terribles que donnent les plus grandes organisations internationales⁶ comme les ONG humanitaires⁷ ne semblent rien devoir y faire : au Yémen, on tue, on meurt dans une indifférence presque générale⁸. Depuis le début du conflit, on compte ainsi au moins 10 000 morts⁹ et des milliers de blessés qui ne peuvent plus être vraiment soignés, le réseau hospitalier ayant été largement détruit lors des bombardements et les médicaments faisant défaut. Du fait des combats, le pays compte désormais plus de 2 millions de personnes déplacées, un chiffre qui pourrait augmenter. Sur environ 25 millions d'habitants¹⁰, plus de 21 millions, soit 82 % de la population, ont un besoin urgent d'assistance humanitaire et 14 millions sont dans une situation d'insécurité alimentaire (dont 7 millions dans une situation qualifiée de « sévère »). La famine s'installe dans plusieurs régions et si rien n'est fait rapidement, elle pourrait prendre des proportions catastrophiques et toucher en premier les plus vulnérables, les enfants. Avant la guerre, le Yémen importait environ 90 % de son alimentation de base. L'embargo, maritime et aérien, mis en place par la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite, manifesterait-elle la volonté politique d'affamer tous les Yéménites à défaut de pouvoir venir à bout des « rebelles houthis » sur le terrain ?

³ Jack Serle, "Yemen: Reported US covert actions 2016", *The Bureau of Investigative Journalism*, 18 janvier 2016, www.thebureauinvestigates.com/2016/01/18/yemen-reported-us-covert-actions-2016/#YEM254

⁴ Franck Mermier (interview) : « Saleh brandit la carte du terrorisme à chaque fois qu'il est en mauvaise posture », *France 24*, 30 septembre 2011, www.france24.com/fr/20110930-saleh-brandit-carte-terrorisme-chaque-fois-mauvaise-posture-etats-unis-al-qaeda-yemen-aqpa-al-awlaqi et David Hearst, « Comment le Yémen de Saleh s'est joué de la CIA », *Middle East Eye*, 4 juin 2015, www.middleeasteye.net/fr/opinions/comment-le-yemen-de-saleh-s-est-jou-de-la-cia-1426753500

⁵ Yara Bayoumy, Noah Browning and Mohammed Ghobari, "How Saudi Arabia's war in Yemen has made al Qaeda stronger and richer", *Reuters*, 8 avril 2016, www.reuters.com/investigates/special-report/yemen-aqap/

⁶ World Food Programme, *Yemen: Situation Report*, n° 24, 14 novembre 2016, http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/cp/wfp288756.pdf?_ga=1.145710386.745854827.1481553103

⁷ Première Urgence Internationale, *Conférence de Presse Yémen : six ONG internationales alertent sur une catastrophe humanitaire oubliée*, 10 mars 2016, www.premiere-urgence.org/3295/ ; Oxfam, *Yémen*, 2 décembre 2016, www.oxfam.org/fr/pays/yemen ; Action contre la Faim, *Situation humanitaire au Yémen : session du Conseil des Droits de l'Homme*, 30 septembre 2016, www.actioncontrelafaim.org/fr/content/situation-humanitaire-au-yemen-session-du-conseil-des-droits-de-l-homme ; Handicap International, *Yémen*, Fiche pays, www.handicap-international.fr/pays/yemen?gclid=CjwKEAiAvs7CBRC24rao6bGCoiASJABaCt5Djfs7Y6kbSxdTdw3VLN44sN35BDn2P3rhaBGXFzz_BoCE_zw_wcB ; Médecins Sans Frontières, *Dossier « Crise au Yémen »*, 27 décembre 2016, www.msf.fr/actualite/dossiers/crise-au-yemen

⁸ Info 360, *Un rapport de l'ONU confirme que l'Arabie saoudite bombarde écoles, bus et mariages au Yémen*, s.d., <https://infos360.top/fr/monde/rt/international/14699-rapport-onu-arabie-saoudite-yemen>

⁹ Kareem Shaheen, "Yemen death toll has reached 10,000, UN says", *The Guardian*, 16 janvier 2017, www.theguardian.com/world/2017/jan/16/yemen-war-death-toll-has-reached-10000-un-says

¹⁰ Le Nord rassemble environ 20 millions d'habitants et le Sud environ 5 millions.

Yémen : le défi de maintenir un accès humanitaire

Alors que la plupart des institutions, bailleurs et représentations diplomatiques ont fermé leurs bureaux de représentation ou se sont temporairement délocalisés en dehors du Yémen, depuis deux ans, les organisations humanitaires se battent au quotidien et sans beaucoup de soutien pour rester dans le pays et délivrer une aide humanitaire de plus en plus nécessaire.

Le maintien d'un espace humanitaire au Yémen est de plus en plus complexe alors qu'aucune des parties au conflit ne facilite la bonne délivrance de l'aide. La fragmentation croissante du conflit – comme le décrit François Frison-Roche – a pour conséquence la multiplicité des acteurs et instances décisionnelles avec lesquels les ONG doivent négocier pour mener à bien leurs activités ; acteurs ayant tous des requêtes et procédures différentes, sinon contradictoires, et remettant régulièrement en cause les décisions prises. À cela s'est ajouté depuis quelques mois le non-paiement des salaires des fonctionnaires, y compris les personnels de santé. La première conséquence en a été bien sûr l'affaiblissement encore plus poussé des services publics yéménites, tels que les hôpitaux, faute de personnel, et donc la hausse des besoins humanitaires. Cet effet s'est fait particulièrement ressentir dans la gestion de l'épidémie de choléra déclarée en octobre 2016. Sur une quarantaine de Centres de traitement du choléra officiellement en fonctionnement dans le pays, un très faible nombre reçoit et traite effectivement des patients, faute de personnel et de médicaments et du fait de délais croissants de douanes. Près de 15 millions de Yéménites n'ont aujourd'hui plus accès aux services de santé, plus de la moitié des structures ne fonctionnant plus.

Le non-paiement des salaires a également eu pour conséquence des retards additionnels sur la délivrance des autorisations administratives (visa, permis de circuler, accord sur des programmes, etc.). En parallèle, les ONG font face à une pression croissante des autorités pour pallier ce problème et payer les salaires de ces fonctionnaires, que ce soit ceux du personnel de l'administration responsable d'émettre ces autorisations ou ceux des personnels de santé, par exemple.

Au vu de la gravité de la situation humanitaire, de l'effondrement économique du pays et de la non-reconnaissance de l'impartialité des ONG opérationnelles par les parties au conflit, la volonté de contrôle des autorités sur l'aide humanitaire se joue à tous les échelons : les interférences des autorités pour participer aux évaluations de besoins, voire les mener elles-mêmes, pour avoir accès aux listes des bénéficiaires des programmes humanitaires ou tenter d'y inclure des personnes additionnelles, sont ainsi continues. Les refus de la part des ONG entraînent de fréquentes mesures de rétorsion, depuis les menaces jusqu'aux arrestations, violences, obstructions à l'émission d'autorisation ou de visas, descentes dans les bureaux d'ONG, etc.

Face à cela, les organisations humanitaires ont développé ensemble des principes opérationnels communs pour maintenir une approche coordonnée respectueuse des principes humanitaires dans le dialogue sur ces sujets avec les autorités. Le temps dédié de l'échelon local au national pour maintenir le dialogue avec les autorités, faire connaître ces modes opératoires, clarifier les rôles de chacun est une priorité pour tous les acteurs humanitaires.

Enfin, les obstacles à l'accès liés à la conduite des hostilités restent prégnants. Les bombardements ont été extrêmement forts depuis la rupture des pourparlers de paix le 6 août 2016 jusqu'en décembre 2016. Les ciblages d'infrastructures civiles (écoles, hôpitaux, ports,

ponts, marchés...), ainsi que ceux – croissants durant cette période – de routes et de check-points ont entraîné la suspension de certaines activités et de certains mouvements, faute de système sûr et efficace de « déconfliction » [mesures prises pour éviter tout accident lié à la présence simultanée de plusieurs intervenants dans un conflit, NDLR]. Depuis début janvier 2017, ces risques augmentent encore avec le lancement d'une nouvelle offensive militaire par la coalition armée menée par l'Arabie saoudite dans les zones côtières. Le conflit ne montre donc aucun signe de relâchement et l'espace humanitaire nécessaire au travail des ONG ne semble pas être en voie de s'améliorer. Malgré cela, les ONG maintiennent une présence et parviennent à délivrer une aide humanitaire, aujourd'hui plus que jamais vitale. Pour le seul cas d'Action contre la Faim, plus de 250 000 Yéménites ont pu bénéficier d'un soutien sanitaire et nutritionnel, en sécurité alimentaire, en eau et assainissement en 2015 et ces programmes se sont encore développés en 2016, notamment face à l'épidémie de choléra. Mais les ONG ont elles-mêmes besoin de soutien pour faciliter cette présence et ces actions, que ce soit bien sûr en termes financiers, mais aussi pour maintenir un dialogue direct avec les autorités. Face à la gravité de la crise, les voix de tous : institutions, bailleurs, représentations diplomatiques doivent se faire entendre pour soutenir la communauté humanitaire dans la facilitation de l'accès vers toutes les victimes.

Lucile Grosjean

*Chargé de plaidoyer crises humanitaires et conflits
Action contre la Faim*

Deux facteurs aggravants

Dans cette brève étude, on voudrait particulièrement porter l'attention sur deux points – le premier concerne une décision intérieure, le second porte sur des influences extérieures – qui risquent d'aggraver et de faire perdurer le conflit : la décision du transfert de la Banque centrale yéménite (BCY) et les « compétitions commerciales » entre grandes puissances en matière de vente d'armement qui gênent certainement la vigueur des pressions diplomatiques des pays occidentaux sur l'Arabie saoudite.

Sur le plan intérieur d'abord, et malgré les réticences du Fonds monétaire international exprimées en termes diplomatiques¹¹, la décision (19 septembre 2016) du président Hadi de transférer le siège de la BCY de la capitale, Sanaa, à la « capitale provisoire », Aden, porte un coup sévère à la situation humanitaire du pays¹². Jusqu'à cette date, la BCY était en effet l'une des rares institutions du pays à fonctionner encore grâce à l'accord tacite des deux parties yéménites au conflit. Malgré l'arrêt total des anciennes ressources régulières au budget du pays (royalties provenant de l'exportation du gaz et du pétrole, assistance internationale), la BCY continuait à payer sur ses réserves les salaires des fonctionnaires et des militaires dans tout le pays (c'est-à-dire environ un tiers de la population), quel que soit leur bord, politique ou confessionnel, dans le conflit.

Ce transfert à Aden, d'apparence technique, implique des conséquences graves car, sur place, la BCY n'y a pas de fonds suffisants¹³ et ne dispose pas, surtout, du personnel qualifié resté à Sanaa.

¹¹ International Monetary Fund, *IMF Statement on Yemen*, 22 septembre 2016, www.imf.org/en/News/Articles/2016/09/22/PR16421-Yemen-IMF-Statement

¹² International Crisis Group, *Central Bank Crisis Risks Famine in Yemen*, 29 septembre 2016, www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula/yemen/central-bank-crisis-risks-famine-yemen

¹³ Des informations indiquent que l'Arabie saoudite aurait fait parvenir des fonds à la BCY à Aden pour payer les salaires, en janvier, mais seulement ceux des fonctionnaires et militaires fidèles au président Hadi.

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Ce dernier point est plus grave qu'on pourrait le penser à première vue. En effet, le nouveau siège de la BCY à Aden est dans l'incapacité de fournir, par exemple, les lettres de crédit ou les garanties commerciales nécessaires aux commerçants locaux pour s'approvisionner sur le marché international. Ce cycle d'achat, qui nécessite environ deux à trois mois, est en train de se tarir et va donc amplifier les pénuries et accroître la famine qui s'installe dans le pays. La crise alimentaire globale, qui sévissait déjà en fin d'année 2016, risque donc d'atteindre un pic durant le premier trimestre 2017¹⁴.

Ce transfert de la BCY à Aden aura aussi pour conséquence de laisser aux seuls trafiquants, souvent sous le contrôle des clans houthis ou de l'ancien président Saleh, la possibilité d'approvisionner les populations affamées. C'est le paradoxe de cette mesure : elle renforce les prédateurs et frappe l'immense majorité d'une population yéménite, surtout au nord, qui subit une situation politique plus que d'en partager les objectifs.

Sur le plan extérieur ensuite, il ne faut pas se faire trop d'illusions sur l'annonce récente faite par les États-Unis de l'annulation d'une livraison d'armes à l'Arabie saoudite¹⁵. C'est l'exemple même de ce que l'on pourrait appeler une mesure cosmétique – bien médiatisée – qui vise à satisfaire l'opinion publique occidentale émue par le bombardement, en octobre 2016, d'une cérémonie funéraire à Sanaa (140 morts¹⁶) après de multiples autres « bavures » commises par l'aviation saoudienne comme les bombardements d'hôpitaux¹⁷, de marchés¹⁸, ou de monuments historiques¹⁹. Cette fois-ci, les autorités américaines, « profondément troublées » par cet acte particulièrement barbare, avaient alors indiqué que « la coopération sécuritaire des États-Unis avec l'Arabie saoudite n'est pas un chèque en blanc²⁰ ».

Le commerce en première ligne ?

Quelques chiffres donnent la mesure des enjeux commerciaux partiellement liés à cette guerre oubliée du Yémen. Selon une ONG suédoise sérieuse, le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), l'Arabie saoudite a été le troisième importateur d'armement au monde entre 2011 et 2015²¹. Ses dépenses militaires, en 2015, se seraient élevées à plus de 87 milliards de

¹⁴ *L'Orient Le Jour*, « Les importations de blé entravées par le transfert du siège de la Banque centrale », 19 décembre 2016, <http://www.lorientlejour.com/article/1024765/les-importations-de-ble-entravees-par-le-transfert-du-siege-de-la-banque-centrale.html>

¹⁵ *L'Orient Le Jour*, « Les États-Unis annulent une livraison d'armes à l'Arabie saoudite à cause du Yémen », 13 décembre 2016, www.lorientlejour.com/article/1023788/les-etats-unis-annulent-une-livraison-d-armes-a-l-arabie-saoudite-a-cause-du-yemen.html

¹⁶ Louis Imbert, « Yémen : la coalition saoudienne bombarde une cérémonie funéraire en plein cœur de Sanaa », *Le Monde*, 10 octobre 2016, www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/10/10/l-arabie-saoudite-a-nouveau-pointee-du-doigt-apres-un-bombardement-aerien-sur-sanaa_5010798_3218.html

¹⁷ Louis Imbert, « Un hôpital de Médecins sans frontières a été bombardé au Yémen », *Le Monde*, 16 août 2016, www.lemonde.fr/international/article/2016/08/16/un-hopital-de-medecins-sans-frontieres-a-ete-bombarde-au-yemen_4983367_3210.html

¹⁸ *France Info*, « Yémen : un raid aérien sur un marché fait au moins 119 morts, dont 22 enfants », 17 mars 2016, www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/yemen/yemen-des-frappes-menees-contre-un-marche-ont-fait-au-moins-119-morts-dont-22-enfants_1363691.html

¹⁹ Fanny Arlandis, « Pourquoi la destruction du patrimoine yéménite passe inaperçue », *Slate.fr*, 2 octobre 2015, www.slate.fr/story/107111/yemen-destruction-patrimoine-inaperçue

²⁰ *Le Monde*, « Yémen : plus de 140 morts lors de raids aériens meurtriers contre une veillée funèbre à Sanaa », 8 octobre 2016, www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/10/08/yemen-raids-aeriens-meurtriers-contre-une-veillee-funebre-a-sanaa_5010532_3218.html

²¹ SIPRI, « Asia and the Middle East lead rise in arms imports; the United States and Russia remain largest arms exporters, says SIPRI », 22 février 2016, www.sipri.org/media/press-release/2016/asia-and-middle-east-lead-rise-arms-imports-united-states-and-russia-remain-largest-arms-exporters

dollars²². Toujours selon le SIPRI, entre 2009 et 2016, les États-Unis ont abondé le marché saoudien en armement à hauteur de 43 % (soit 115 milliards de dollars selon le Congressional Research Service²³), l'autre grand fournisseur étant la Grande-Bretagne²⁴. Certains Yéménites se posent la question de leur neutralité à l'égard du conflit puisque, avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU), les quatre ministres des Affaires étrangères de ces pays forment le « quartet²⁵ » chargé d'aider à la formulation et au soutien d'une solution politique au Yémen.

D'après les chiffres fournis par le site officiel de la DSCA (Defense Security Cooperation Agency), depuis le début de la campagne aérienne contre le Yémen menée par la coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite – cela fait donc environ 2 ans à la fin mars 2017 –, les autorités américaines ont approuvé la vente de plus de 20 milliards de dollars de vente d'armes à l'Arabie saoudite²⁶. L'annulation de cette livraison de munitions, qui se monterait à environ 500 millions de dollars²⁷, et qui demande confirmation²⁸, n'a donc qu'une portée relative mais elle révèle surtout le trouble des autorités américaines.

Évidemment, les plus optimistes décélèrent dans cette annulation, outre un signe d'« exaspération²⁹ », un net avertissement des États-Unis à l'égard de leur partenaire historique dans la région, l'Arabie saoudite. Les plus pessimistes pourront y voir, au contraire, un écran de fumée destiné à masquer un soutien ferme à un pays allié depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et considéré comme le pivot de la stabilité régionale.

La Grande-Bretagne est également très soucieuse de ses intérêts commerciaux dans la région puisque ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite représentent une manne considérable pour son industrie d'armement³⁰. Bien que cette dernière ait récemment reconnu avoir utilisé des bombes à fragmentation de fabrication britannique³¹, le Royaume-Uni n'a pas l'intention de modifier sa politique à l'égard des pays du Golfe en général, quitte à ce que la Première ministre, Theresa May, rabroue son ministre des Affaires étrangères³².

²² SIPRI, *Military expenditure by country, in constant (2014) US\$ m., 1988–95*, www.sipri.org/sites/default/files/Milex-constant-USD.pdf (dernière page).

²³ Christopher M. Blanchard, “Saudi Arabia: Background and U.S. Relations”, *Congressional Research Service*, 20 septembre 2016, <https://fas.org/sgp/crs/mideast/RL33533.pdf> (tableau de la dernière page).

²⁴ David Wearing, “A shameful relationship: UK complicity in Saudi state violence”, *Campaign against arms trade*, avril 2016, www.caat.org.uk/campaigns/stop-arming-saudi/a-shameful-relationship.pdf et “UK Arms Export Licences”, *Campaign against arms trade*, www.caat.org.uk/resources/export-licences/licence?rating=Military&date_to=2016-03-31®ion=Saudi+Arabia&date_from=2015-04

²⁵ Abdul Hadi Habtoor and Adhwan Alahmari, “Quartet Meeting: Completion of Steps before Transferring Powers of Yemeni President”, *Asbarq Al-Ansat*, 20 décembre 2016, <http://english.aawsat.com/2016/12/article55364193/quartet-meeting-completion-steps-transferring-powers-yemeni-president>

²⁶ www.dsca.mil/major-arms-sales ; www.dsca.mil/tags/kingdom-saudi-arabia

²⁷ www.dsca.mil/major-arms-sales/kingdom-saudi-arabia-ksa-ammunition-royal-saudi-land-forces-rslf

²⁸ “Saudi official denies reports US has decided to restrict military support”, *The Guardian*, 18 décembre 2016, www.theguardian.com/world/2016/dec/18/saudi-arabia-yemen-us-military-support-john-kerry

²⁹ Simon Henderson, “Saudi Arms Restrictions Reflect U.S. Exasperation Over Yemen War”, *The Washington Institute*, 15 décembre 2016, www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/saudi-arms-restrictions-reflect-u.s.-exasperation-over-yemen-war

³⁰ *Campaign Against Arms Trade*, “Saudi Arabia”, 26 octobre 2016, www.caat.org.uk/resources/countries/saudi-arabia

³¹ Foreign and Commonwealth Office, “Government response to Parliamentary Committee reports on the use of UK-manufactured arms in Yemen”, 14 novembre 2016, www.gov.uk/government/publications/government-response-to-parliamentary-committee-reports-on-the-use-of-uk-manufactured-arms-in-yemen

³² Patrick Wintour, “Theresa May cuts Boris Johnson adrift ahead of his visit to Gulf”, *The Guardian*, 8 décembre 2016, www.theguardian.com/politics/2016/dec/08/theresa-may-cuts-boris-johnson-adrift-ahead-of-his-visit-to-gulf

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

Quant à la France, malgré des critiques, principalement émises par des ONG anglophones³³, elle essaye de tirer son épingle du jeu dans ce pré carré américano-britannique. Selon le SIPRI, elle ne fournirait que 5 % du marché saoudien de l'armement. L'organisation Control Arms donne d'ailleurs des listes d'armes vendues par la France et différents autres pays³⁴. La presse saoudienne a également rendu compte des résultats de la visite du Premier ministre français à Riyad et de la promesse de nombreux contrats qui s'élèveraient à plusieurs milliards de dollars³⁵.

Aujourd'hui, le Yémen, en tant qu'État, n'existe presque plus. Le « gouvernement central », qui n'avait déjà souvent que les apparences de ses fonctions, est désormais en faillite. Parmi les très nombreuses explications que l'on peut trouver sur l'origine et la poursuite de ce conflit, celles qui viennent d'être évoquées dans cette brève étude sont rarement mentionnées, sans doute parce qu'elles ne revêtent pas une importance essentielle. Il semble pourtant important et nécessaire de les porter à la connaissance de l'opinion.

Au-delà des souffrances de la population, la guerre qui sévit au sud de la péninsule Arabique va certainement porter un coup fatal à l'idée même de nation yéménite. Ce conflit, au départ uniquement « yéméno-yéménite », va sans doute transformer ce pays en une communauté fragmentée d'entités plus ou moins sous influences variées qui seront dirigées par ceux qui s'imposeront, d'une manière ou d'une autre, par la force des armes et grâce à des soutiens intéressés. Est-ce vraiment ce que souhaite la communauté internationale, alors que celle que l'on appelle encore parfois « l'Arabie heureuse » jouxte l'autre zone fragile qu'est la corne de l'Afrique ? Si le Yémen sombre définitivement dans le chaos, il y a fort à craindre en effet que la situation devienne encore plus explosive qu'elle ne l'est en Somalie ou en Érythrée. La concentration de nombreuses forces militaires dans la zone (France, États-Unis, Japon, Allemagne à Djibouti) ou l'établissement de bases (Chine à Djibouti, EAU en Somalie et en Érythrée) peut conduire à des escalades et des dérapages. On pourrait alors craindre un « effet boomerang » que subiront inévitablement certains pays de la région – l'Égypte en particulier – et la communauté internationale en général.

Les rebelles houthis et le mouvement Ansar Allah

C'est dans un contexte international spécifique, et au tournant des années 2000, que date la « professionnalisation » du débat politique au Yémen et c'est largement l'œuvre de l'ancien président Saleh. Celui-ci cherchait à diviser les diverses oppositions qui commençaient à se dresser contre lui. Faire s'opposer les zaïdites/chiïtes aux chaféïtes/sunnites était un moyen d'instrumentaliser localement les deux principales branches de l'Islam pour renforcer son pouvoir. Au début des années 1990, au moment de la guerre en Irak et de l'unification difficile du Yémen, il avait suggéré à Hussein Badr-Eddine al-Houti (député du parti Hizb al-Haqq de 1993 à 1997), d'obédience zaïdite, de former une « association de jeunes croyants ». Celle-ci est très imprégnée des idées d'une « lutte anti-impérialiste » en vigueur à l'époque au Moyen-Orient (au Liban, le Hezbollah harcèle Israël qui ripostera par l'opération « Raisins de la colère ») et prend pour slogan « Dieu est le plus grand, à bas l'Amérique, à bas Israël, maudits soient les juifs, l'Islam vaincra ». Quand, après les attentats du 11-Septembre, le président Saleh fut obligé

³³ Sébastien Seibt, « Des ONG dénoncent les controversées ventes d'armes françaises à l'Arabie saoudite », *France 24*, 23 août 2016, www.france24.com/fr/20160823-vente-armes-yemen-arabie-saoudite-france-usa-royaume-uni-control-arms

³⁴ ATT Monitor, *Dealing in Double Standards. How Arms Sales to Saudi Arabia are Causing Human Suffering in Yemen*, Case Study 2, 2016, <http://controlarms.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2016/02/ATT-Monitor-Case-Study-2-Saudi-Arabia-FINAL.pdf> (p. 3).

³⁵ « France signs deals worth €10b with Saudi Arabia », 13 octobre 2015, *Gulf News*, <http://gulfnnews.com/news/gulf/saudi-arabia/france-signs-deals-worth-10b-with-saudi-arabia-1.1600340>

de se rapprocher des États-Unis, Hussein al-Houthi fut virulent dans ses critiques. Saleh décida alors de réprimer militairement le clan houthi et entama plusieurs guerres contre lui dans la région de Saada (avec l'aide de l'aviation de l'Arabie saoudite) aux motifs que ce groupe portait atteinte à la République et qu'il cherchait, avec l'aide de l'Iran et du Hezbollah libanais, à rétablir l'Imamat chiite que la révolution républicaine de 1962 avait aboli. Les six guerres successives contre les houthis firent environ 10 000 morts et Hussein al-Houthi fut tué en septembre 2004. C'est à partir de cette date que le mouvement prit son nom. C'est son frère, Abdul-Malik al-Houthi, né en 1979, qui prend alors la direction de ce qui est devenu un groupe armé formé de combattants très motivés et très aguerris.

La « branche politique » des houthis s'appelle Ansar Allah (Les défenseurs d'Allah). Elle est dirigée par Saleh Ali al-Sammad qui, pour apaiser la situation après la prise de la capitale en septembre 2014, fut pris comme conseiller par le président Hadi. Il est désormais le président du « Conseil politique suprême » formé de 10 membres (dont 5 du parti de l'ancien président Saleh, le CPG).

Les houthis s'estiment marginalisés et victimes des salafistes. Au cours de la Conférence de dialogue national (2012-2014), deux de leurs membres ont été assassinés. Les houthis n'ont pas accepté le projet de fédéralisation du Yémen en six « États », décidé par le président Hadi, dont les limites territoriales de celui qui les concerne ne leur accordent pas un accès à la mer Rouge.

La coalition sunnite dirigée par l'Arabie saoudite

La coalition sunnite qui intervient au Yémen a été formée en mars 2015 par l'Arabie saoudite qui la dirige. Elle comprend neuf autres pays : Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis (EAU), Jordanie, Koweït, Maroc, Pakistan, Qatar et Soudan. On doit noter l'absence du Sultanat d'Oman, petit pays du sud de la péninsule Arabique majoritairement de confession ibadite (3^e branche de l'Islam), voisin du Yémen (à l'ouest) et de l'Arabie saoudite, qui s'efforce de jouer un rôle de médiation. Cette coalition a officiellement pour objectif de remettre au pouvoir le président Abd Rabbo Mansour Hadi, chassé du pouvoir par les rebelles houthis et des forces militaires restées fidèles à l'ancien président Saleh.

Abd Rabbo Mansour Hadi

Ancien vice-président du président Ali Abdallah Saleh pendant dix-sept ans (1994-2011), le général (et désormais maréchal) Abd Rabbo Mansour Hadi (71 ans) est l'actuel président de la République du Yémen, élu comme « candidat de consensus » (candidat unique) en février 2012 au suffrage universel direct pour un mandat transitoire de deux ans qui sera prolongé d'un an, en janvier 2014, à la fin de la Conférence de dialogue national selon une procédure que l'on peut difficilement qualifier de démocratique. C'est le président reconnu par la communauté internationale.

« Sudiste » (originaire du gouvernorat d'Abyan), c'est un militaire de formation (six ans en Égypte puis quatre ans en URSS). En 1986, il fuit la République démocratique et populaire du Yémen (RDPY) où sévissent des affrontements sanglants entre factions socialistes rivales et se réfugie au Yémen du Nord. En 2015, après la prise de la capitale, Sanaa, par les rebelles houthis, il est mis en « résidence surveillée » et démissionne. Il parvient à s'enfuir à Aden où il retire sa démission. Devant l'avancée des houthis vers le sud, il se réfugie à Riyad et demande officiellement dans une lettre l'aide militaire de l'Arabie saoudite pour le rétablir au pouvoir. Le lendemain, l'aviation saoudienne commence à bombarder le Yémen. En avril 2016, il nomme au poste de vice-président le général Ali Mohsen, proche du mouvement islamiste Al-Islah, réputé

pour ses prédatons économiques quand il était un allié du président Saleh.

Ali Abdallah Saleh

Le général (puis maréchal) Ali Abdallah Saleh (74 ans) a été d'abord président de la République arabe du Yémen (1978-1990) après l'assassinat de son prédécesseur, le président Al-Ghashmi, avant d'être élu président de la République du Yémen après l'unification avec la RPDY (1990-2012). Déstabilisé en 2011 par la vague du « printemps arabe », il est blessé dans un attentat et part se faire soigner en Arabie saoudite, puis aux États-Unis. Devant la recrudescence du soulèvement populaire et la défection de ses alliés locaux, il cède le pouvoir à son vice-président, Abd Rabbo Mansour Hadi, à la suite d'un accord conclu à Riyad à l'initiative du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et avec l'appui de l'ONU et des principaux pays occidentaux. Cet accord lui garantit une immunité absolue et il rentre à Sanaa où il reste président de son parti, le Congrès général du peuple (CPG), seul mouvement politique vraiment structuré dans le pays. Il continue à jouer un rôle politique en sous-main grâce à son immense réseau clientéliste tissé au cours de ses trente-trois ans à la tête de l'État et à sa fortune considérable. Autocrate plus que dictateur, il avait gouverné le pays avec l'aide de membres de sa famille (son demi-frère était commandant de l'armée de l'air, son fils chef de la garde républicaine et son neveu chef des services de renseignement) et le soutien actif d'autres prédateurs économiques de l'époque comme le général Ali Mohsen (commandant de la 1^{re} division blindée) et le cheikh Al-Ahmar, chef du mouvement Al-Islah.

Les sunnites de l'école chaféite au Yémen

Le chaféisme, l'une des quatre principales écoles de l'Islam sunnite, est majoritaire au Yémen comme dans de nombreux autres pays (Égypte, Inde du Sud, Malaisie ou Philippines). Cette école est donc, en nombre de croyants, largement majoritaire dans l'espace musulman mondial.

Elle a été créée par l'imam Al-Chaffi (767-820) qui résida d'ailleurs au Yémen après avoir étudié à Médine avec l'imam Al-Malik (708/716-796), dont la famille était originaire du Yémen. Accusé de se rapprocher du chiisme, il put se justifier auprès du calife Haroun Al-Rachid (dont la mère était yéménite) qui l'exonéra de toute faute. Il vécut alors dans ce qui devait devenir l'Irak. Il y étudia avec Mohamed ibn Al-Hassan, un disciple d'Abou Hanifa (699-767) le créateur de l'école hanafite. Dans son premier recueil de jurisprudence, rédigé en 810, il synthétise en quelque sorte de nombreuses interprétations des écoles malikite et hanafite. Il se rend ensuite en Égypte où il étudie avec les disciples de l'imam Al-Layth ibn Sad et dicte un nouveau recueil de jurisprudence, *al-Madhab al-Jadid*, dans lequel, face à différentes méthodes d'analyse des hadiths et de raisonnements, il modifie plusieurs de ses interprétations antérieures. L'apport d'Al-Chaffi est important dans la mesure où il s'attaque à un certain conformisme juridique (*taqlid*).

Au Yémen, partagé entre les deux courants fondamentaux de l'Islam, sunnisme et chiisme, et dans une « formule » certes caricaturale, certains observateurs notent que les chaféites seraient un peu les chiïtes du sunnisme au même titre que les zaïdites seraient un peu les sunnites du chiisme. Il est vrai aussi qu'à une époque, pas si lointaine, les zaïdites et les chaféites priaient ensemble dans les mêmes mosquées à Sanaa.

Le zaïdisme

Le zaïdisme est l'une des branches du chiisme. Principalement implanté au Yémen, il représenterait, selon les spécialistes, entre 30 et 40 % de la population globale du pays. Cette population est concentrée dans le nord montagneux du pays, autour de la ville de Saada. Ces chiffres sont toutefois à prendre aujourd'hui avec circonspection dans la mesure où, en l'absence de recensement fiable, ils sont sujets à toutes sortes de manipulations ou d'instrumentalisations

en fonction du « camp » qui s'exprime. Une minorité zaidite existe aussi en Arabie saoudite.

Le zaidisme vient de l'enseignement de Zaïd ben Ali Al-Hussein (?-740), descendant du prophète Mahomet (570-632) par sa fille Fatima (606-632). Il serait donc arrière-petit-fils d'Ali (600-661) et petit-fils d'Hussein (626-680). En 898, le fondateur du zaidisme au Yémen, Al-Hadi Yahya ben al-Hussein (?-911) convertit les tribus locales et implante un régime politico-religieux, l'Imamat zaidite, qui perdurera jusqu'à l'établissement de la république, en 1962, par des officiers nationalistes. Sur le plan doctrinal, par rapport au chiïsme duodécimain de Perse (Iran) et aux ismaéliens (autre branche du chiïsme avec, par exemple, les alaouites de Syrie ou les druzes du Liban), les zaidites rejettent principalement le choix du cinquième imam comme calife et successeur du prophète.

Outre ces querelles dogmatiques, le zaidisme se présente comme un chiïsme arabe (donc éloigné du chiïsme perse de l'Iran actuel avec qui les liens restent ténus). C'est donc une erreur, selon nous, de vouloir les assimiler au chiïsme du régime iranien actuel, attitude essentiellement due, il est vrai, à la paranoïa des autorités saoudiennes et aux calculs politico-stratégiques des ayatollahs de Téhéran qui « confessionnalisent » ainsi le conflit actuel qui est, avant tout, « yéméno-yéménite ».

Biographie • François Frison-Roche

Docteur en science politique, spécialiste des transitions démocratiques, expert en droit constitutionnel et ancien directeur du projet « Aide à la transition démocratique au Yémen » (2012-2014). Il est chercheur CNRS (Centre national de la recherche scientifique) au Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (CERSA) de Paris 2, chercheur associé au Groupement de recherche comparative en droit constitutionnel, administratif et politique (GRECCAP) de l'Université Montesquieu Bordeaux IV, ancien chargé de cours à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) et ancien conseiller spécial du président de la République de Bulgarie (1990-1996).

Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.

Pour citer cet article : François Frison-Roche, « Yémen : un conflit à huis clos », Alternatives Humanitaires, n°4, mars 2017, p. 12-33,

<http://alternatives-humanitaires.org/fr/2017/03/09/yemen-un-conflit-a-huis-clos/>

ISBN de l'article (PDF) : 978-2-37704-169-5